



**Rio de Janeiro, Brésil**  
**20-22 juin 2012**

---

Point 10 de l'ordre du jour  
**Résultats de la Conférence**

**Note verbale datée du 27 juin 2012, adressée  
au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies a l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte de la déclaration prononcée par M<sup>me</sup> Claudia Salerno Caldera lors de la séance de clôture de la Conférence des Nations Unies sur le développement durable (voir annexe).

La Mission permanente de la République bolivarienne du Venezuela auprès de l'Organisation des Nations Unies vous serait reconnaissante de bien vouloir joindre la présente déclaration au document final de la Conférence et la publier en tant que document de la Conférence.



**Annexe à la note verbale datée du 27 juin 2012 adressée  
au Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable par la Mission permanente  
de la République bolivarienne du Venezuela  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Explications sur la position de la République bolivarienne  
du Venezuela et les réserves qu'elle a émises  
sur le document final de la Conférence des Nations Unies  
sur le développement durable intitulé « L'avenir  
que nous voulons »**

**Rio de Janeiro (Brésil), 22 juin 2012**

1. Se référant à l'adoption du document A/CONF.216/L.1, intitulé « L'avenir que nous voulons », issu de la conférence susmentionnée, la République bolivarienne du Venezuela présente ses réserves et ses explications relatives à la position qu'elle a adoptée sur des points spécifiques et certains aspects de ce document. Ses réserves et explications sont les suivantes :

**A. Réserves exprimées sur certains points des paragraphes 125 à 129  
de la section « Énergie » du chapitre V, « Cadre d'action et suivi »,  
A, « Domaines thématiques et questions transversales »**

2. La République bolivarienne du Venezuela émet des réserves sur l'intégralité du paragraphe 129 relatif à l'initiative du Secrétaire général des Nations Unies intitulée « Énergie durable pour tous » que notre pays n'approuve pas. Nous considérons que cette initiative est illégitime. En effet, elle a été prise sans mandat des États, elle n'a pas été élaborée à l'issue d'un processus régulier de consultations et n'a pas été approuvée par les États Membres; elle ignore le processus de négociation mené sur ces questions par les gouvernements et propose une stratégie contraire au principe de souveraineté des États, pouvant provoquer des distorsions du marché susceptibles de créer des obstacles à la commercialisation des hydrocarbures et de leurs produits dérivés.

3. La République bolivarienne du Venezuela émet une réserve sur l'expression « l'accès aux services » employée au paragraphe 125, puisque celle-ci est incompatible avec les expressions utilisées dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce concernant la libéralisation desdits services. La République bolivarienne du Venezuela n'est tenue par aucun engagement en matière d'ouverture au secteur privé en ce qui concerne l'accès aux services énergétiques. L'accès aux services et l'ouverture des services liés à l'énergie doivent être conformes aux engagements souscrits par les pays développés pour promouvoir un transfert de technologie qui n'entraîne pas de dépendance et qui permette aux pays en développement de bénéficier de conditions préférentielles.

4. La République bolivarienne du Venezuela émet une réserve sur la référence aux « services énergétiques modernes » employée aux paragraphes 125, 126 et 127, car celle-ci implique l'utilisation de technologies nouvelles sans l'évaluation nécessaire de leur application au contexte national et aux priorités des pays en matière de développement technologique. Elle émet de la même manière une réserve

concernant l'utilisation de l'adjectif « sous-national ». En effet, cette expression laisse une marge de manœuvre permettant à des États ou à des régions de souscrire des engagements auprès d'organisations multilatérales de manière autonome et sans avoir consulté le gouvernement central, ce qui est contraire à notre droit national.

**B. Explications relatives à la position de la République bolivarienne du Venezuela sur le paragraphe 162 de la section « Océans et mers » du chapitre V, « Cadre d'action et suivi », A, « Domaines thématiques et questions transversales »**

5. La délégation vénézuélienne souhaiterait clarifier, comme suit, sa position concernant le paragraphe 162 :

a) Au nom du consensus et en vue de progresser sur les questions d'importance capitale pour le développement durable, la préservation du milieu marin et la coexistence dans les espaces marins, la République bolivarienne du Venezuela a préféré ne pas insister sur ses objections sur le fond, bien que celles-ci soient pleinement justifiées;

b) S'agissant des activités exercées dans le domaine marin et de leur impact au-delà de la juridiction nationale, la République bolivarienne du Venezuela réitère les observations qu'elle a formulées sur la question de la diversité biologique au-delà de la juridiction nationale et conserve l'espoir que les décisions qui seront adoptées, et notamment la négociation d'un éventuel instrument multilatéral, seront guidées par un esprit d'inclusion;

c) Enfin, il convient de rappeler, une fois encore, que la République bolivarienne du Venezuela n'est pas partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, et le fait qu'elle n'ait pas émis d'objections aux textes adoptés lors de cette conférence ne doit pas être interprété comme étant un changement de sa position concernant la Convention précitée et le rôle que celle-ci est appelée à jouer vis-à-vis du régime juridique qui sera applicable aux ressources marines situées au-delà de la juridiction nationale.

**C. Réserve sur la totalité du paragraphe 225 de la section « Consommation et production durables », du chapitre V, « Cadre d'action et suivi », A, « Domaines thématiques et questions transversales »**

6. La République bolivarienne du Venezuela, eu égard à sa constitution de 1999, émet une réserve intégrale sur le paragraphe 225 relatif à la suppression des subventions accordées aux combustibles fossiles, car elle considère qu'il s'agit d'une ingérence dans les politiques publiques des États et elle n'accepte donc pas que la question des subventions soit liée aux objectifs dits « de développement durable ». Le Venezuela n'acceptera aucun type d'évaluation, de contrôle, de notification et d'examen de ses mesures et politiques énergétiques nationales qui porte la moindre atteinte à sa souveraineté nationale. De surcroît, ce paragraphe s'éloigne, en les modifiant sensiblement, des orientations convenues dans le Plan de mise en œuvre de Johannesburg de 2002.

7. La République bolivarienne du Venezuela demande que la présente déclaration soit consignée dans le document final de la Conférence.